



Déclaration liminaire

CTL du 18/05/2017

Monsieur le Directeur,

Vous avez décidé de mettre en place un projet de fusion de RAN pour passer de 4 à 3 RAN dans le département. Ceci semble pour vous anodin mais est pourtant lourd de conséquences pour tous les agents. Cette modification donne à la Direction plus de souplesse pour gérer la pénurie de personnel mais implique plus de contraintes pour les agents avec des effets néfastes pour leur vie quotidienne (temps de trajets domicile – travail augmenté par exemple).

Vous décidez encore une fois de passer en force en présentant au dernier moment et en toute hâte votre projet. De plus, en inscrivant ce point, seulement pour information, à l'ordre du jour du présent CTL, vous indiquez clairement que vous refusez d'entendre ce que les agents en pensent. Vous êtes une fois de plus dans le mépris le plus total des agents et de leurs élus.

Le dialogue social à la DRFIP du Rhône comme à l'échelon national révèle clairement ses objectifs politiques. Il s'agit d'un alibi qui consiste à faire passer des réformes rétrogrades en affichant une soit disant « *consultation* » des organisations syndicales.

Nous rappelons par exemple votre refus obstiné de communiquer votre prochain projet ASR concernant les restructurations et fusions de services dans le département alors que vous l'avez transmis depuis fin décembre à la DG. Là encore il s'agit certainement du calcul dérisoire et vain de mettre les personnels devant le fait accompli afin d'éviter toute mobilisation de leur part. Cette attitude conduit au contraire à faire grandir l'inquiétude et la colère jusque dans les rangs de votre encadrement. Vous créez une situation d'exposition forte aux risques psychosociaux alors que dans le même temps l'orientation ministérielle est de les réduire.

Aussi, face à un tel fonctionnement, ou devrions nous parler peut être même de dysfonctionnement, en intersyndicale la CGT, Solidaires et FO, ont décidé d'alerter les collègues. Après les avoir informés, les avoir réunis en urgence en HMI, nous avons décidé tous ensemble, de venir à votre rencontre pour vous signifier notre opposition à votre projet. Même si vous ne voulez pas l'entendre !

Comme vous pouvez le constater, de nombreux collègues ont décidé, malgré vos tentatives de museler leur parole, de faire le déplacement. Votre refus d'accepter de convoquer de nombreux les agents en tant qu'expert l'illustre parfaitement !

Ce sont plus 140 agents qui aujourd'hui sont là pour vous donner leur avis. Il est simple et clair : nous ne voulons pas de votre projet de modification de RAN. Retirez le !

Nous savons pertinemment que votre projet s'inscrit pleinement dans la poursuite des politiques nationales que nous combattons. Ces politiques d'austérité, de fusions de services et de suppressions de postes mettent en cause le service public, son implantation sur le territoire et ses capacités à répondre aux besoins des populations. C'est la liquidation de notre réseau et de notre administration qui est à l'ordre du jour. Par vos choix, vous en portez une large responsabilité.

C'est pour cela que la CGT réclame l'abrogation de la loi NOTRé, l'arrêt des restructurations et des fermetures de services, l'arrêt des suppressions de postes.

L'élection à la présidence de la République d'Emmanuel Macron ne nous laisse pas entrevoir de changement de cap. Son programme porte une vision libérale qui propose de poursuivre les suppressions de postes de fonctionnaires, les fusions et les fermetures de services. Il entend également accélérer les réformes notamment celles qui s'inscrivent contre le statut. Il veut entre autre attaquer les règles de gestion des fonctionnaires pour accroître la mobilité.

Sa volonté d'unification des trois versants de la Fonction Publique et du développement de la rémunération au mérite porte de fait une attaque sans précédent à nos garanties collectives.

La CGT ne laissera pas cette politique se mettre en place. Elle sera aux côtés des agents pour combattre ces réformes.

C'est dans ce cadre que votre projet de modification de RAN est avancé. C'est une bombe à retardement pour les conditions de vie des agents.

Il n'est pas question de le laisser passer. Vous devez écouter les agents et leurs élus. En l'absence d'un retrait immédiat de votre projet, les élus CGT n'accepteront pas de siéger au CTL.

A contrario si vous persistiez, l'intersyndicale CGT, FO et Solidaires s'est engagée à revenir auprès des agents afin de déterminer avec eux les modalités de la poursuite de la mobilisation. Nous avons d'ores et déjà évoqué la possibilité de déposer un préavis de grève.

Monsieur le Directeur, la balle est dans votre camp.

Lyon, le 18 mai 2017